



Réunion du Comité de pilotage du Programme Conjoint État de Droit

Mardi, 14 Juillet 2020 15h00 – 15h45
Réunion en ligne, avec présentation

Participants

Me Levelt Milord, Directeur des Affaires Judiciaires, MJSP
Madame Stephanie Ziebell, Représentante Résidente Adjointe, PNUD
Madame Adeline Carrier, Chef de l'Unité Gouvernance, PNUD
Madame Claudia Xavier-Bonifay, Spécialiste Justice et Droits Humains, PNUD
Madame Patrice Laventure, Chargée des Affaires Judiciaires, PNUD

Introduction

Me Levelt Milord a participé à la réunion en qualité de représentant délégué du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP) au nom du Directeur Général, Me Raymond Jacques Louis.

Ce comité de pilotage s'inscrit dans une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme Conjoint État de Droit pour l'année 2020. À l'occasion du dernier comité de pilotage, une extension de l'éligibilité des fonds du Canada au 31 mars 2021¹ avec arrêt des activités au 31 décembre 2020 avait été accordée. Le comité avait ainsi arbitré les activités devant être réalisées au cours de l'année 2020.

Des progrès significatifs ont été réalisés dans les deux premiers trimestres de l'année 2020 par le Programme, notamment dans la promotion de l'accès à la justice, la promotion des droits humains, le renforcement de la PNH, des institutions judiciaires et du secteur pénitencier. Cependant, il ne faut ignorer l'impact significatif de la crise pandémique du COVID-19 sur la mise en œuvre du programme. La crise ayant créé des obstacles importants dans la planification de missions de terrain et de formations, des solutions ont dû être apportées pour adapter le Programme à ce nouveau cadre de travail, principalement à distance.

¹ Comprenant la clôture administrative et financière de trois mois.

L'objectif de ce comité est de présenter les avancées du programme, incluant les résultats clés et les activités en cours pour l'année 2020, et d'arbitrer l'utilisation du budget alloué à des activités du MJSP rencontrant des blocages.

Les options proposées s'inscrivent dans la continuité des échanges avec le MJSP et autres partenaires judiciaires sur les priorités actuelles du secteur Etat de Droit, notamment la nécessité de renforcer les structures opérationnelles du Ministère et de la PNH par la construction d'établissements et de structures, le renforcement des capacités des cadres techniques, ainsi que l'appui dans la réponse des institutions au COVID-19 dans le secteur de la justice, policier et carcéral.

Décision relative au financement du PSOB/Affaires Mondiales Canada

L'approbation de la réallocation de budgets et des activités proposées permettant au Programme de finaliser la mise en œuvre d'ici la fin de l'année.

Présentation des résultats clés 2020 et des activités en cours

Une présentation des résultats clés 2020 et des activités en cours a été partagée aux participants. Cette présentation se retrouve en annexe à ce compte rendu.

Résultats clés 2020

1. **Renforcement de l'Inspection Judiciaire** du MJSP, incluant le renforcement des capacités pour la rédaction de rapports et soutien à la tournée annuelle d'inspection
2. Appui au **Comité Ad Hoc** sur la mise en œuvre de la **loi sur l'assistance légale** (élaboration des règlements d'application de la loi sur l'assistance légale avec Me Alain Guillaume-Consultant engagé par le PNUD, achat d'équipements pour 2 Bureaux d'Assistance Légale (BAL), étude de mapping sur formations en médiation)
3. Appui aux différentes sections de la **Direction Centrale de la Police Judiciaire**, notamment la Brigade de Protection des Mineurs et l'Unité de Lutte contre les Crimes Sexuels
4. Appui à la **modernisation de la Direction de l'Administration Pénitentiaire** (DAP) par l'intégration d'une base de données électroniques au niveau des prisons et une connexion internet (système AFIS)
5. Appui à la **Police Nationale d'Haïti** via des programmes de renforcement institutionnel, notamment la réhabilitation de plusieurs commissariats, le renforcement pour l'élaboration et la gestion de projets, appui aux formations initiales et continues

Activités en cours

1. **Appui à la réponse au COVID-19** : coordination, activités de sensibilisation et achat de matériels pour la PNH et en appui à la mise en œuvre au plan de contingence de la DAP (accord du PSOP/Affaires Mondiales Canada pour la réallocation de fonds, à la suite d'une demande d'appui de la DAP et autres acteurs du secteur). Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'un effort de coordination via un groupe *ad hoc* créé pour assister la DAP dans la coordination de ses

partenaires et qui regroupe aussi bien les agences des Nations Unies appuyant le secteur carcéral (PNUD, BINUH, OIM, ONU-Femmes, UNICEF) que les partenaires techniques et financiers (INL, JSSP, UE, ASF-Canada, Terres des Hommes Italie, HTW etc).

2. Construction des Tribunaux de Paix de la **Section Sud** et de **Gressier**, un travail réalisé en étroite collaboration avec l'Unité d'Étude et de Programmation du MJSP
3. Travaux d'aménagement et achat d'équipements pour deux (2) salles au Tribunal de Première Instance (TPI) de Port-au-Prince dont **une salle de garde à vue** et **une salle pour les pièces à conviction**
4. Appui à la **Police Nationale d'Haïti** via des programmes de renforcement institutionnel, incluant la construction et l'aménagement l'IGPNH au Cap Haïtien, la réhabilitation de commissariats, le renforcement pour l'élaboration et la gestion de projets, formations initiales et continues
5. Conception et publication du manuel sur les violences basées sur le genre (VBG) pour les formations de **l'École de la Magistrature**
6. Appui à la réalisation de missions des inspecteurs de **l'Inspection Judiciaire du CSPJ**
7. Aménagement et achat d'équipement pour les **centres de documentation** des Cours d'Appel

Points de discussions et décisions relatives aux activités

1. Tribal de Paix de Gressier: besoin de suivi et décision pour régler le problème lié à la présence d'une structure érigée sur le terrain (propriété privée de l'État attribuée au Ministère de la Justice) initialement prévu pour la construction du tribunal sur le plan d'arpentage
 - Des échanges sur ce problème remontant à mai 2020 ont eu lieu entre l'équipe État de Droit du PNUD et le Ministère de la Justice, notamment auprès du DAJ et du directeur de l'Unité d'Étude et de Programmation. Cependant, aucune solution n'a été apportée à ce jour, et la firme engagée pour cette construction est en attente d'instructions pour la reprise des travaux. De plus, les fonds engagés pour cette activité s'élèvent à 169,500 USD et ne sont éligibles que jusqu'au 31 décembre 2020.
 - Une communication du Représentant Résident du PNUD à l'attention du précédent Ministre de la Justice (Lucmane Délile) début juillet 2020 avait mis en exergue cette préoccupation. A la nomination de l'actuel Ministre en fonction (Rockfeller Vincent), une autre communication officielle a été acheminée mi-juillet pour alerter le Ministre sur cette situation qui risque d'annuler le projet de construction si aucune solution n'est trouvée.
 - Me Levelt Milord, DAJ, a informé le comité qu'une coordination avec la mairie de Gressier a été initiée afin d'entrer en contact avec le propriétaire de la maison érigée sur le terrain. Me Milord s'est engagé à reprendre cette coordination et à mettre à jour les membres du comité au plus tard le 21 juillet 2020 sur ce point critique.

- Le PNUD a insisté sur l'urgence de trouver une solution pour la reprise de ce projet, compte tenu de l'opportunité de doter la commune de Gressier d'un tribunal, ceci au service des justiciables.
2. Inspection Judiciaire MJSP: identification de nouveau point focal (coordonnateur) et suivi pour la budgétisation d'actions pouvant être réalisées d'ici la fin de l'année 2020
- Des activités de renforcement de capacités sur la rédaction des rapports, ainsi que d'appui à la dernière tournée d'inspection réalisée en 2019 ont été finalisées en février 2020. Depuis lors, le coordonnateur de l'Inspection Judiciaire a été transféré à un autre service. Le programme aurait besoin d'un nouveau point focal pour attribuer le reliquat de 20,000 USD disponible à la suite de la finalisation des activités susmentionnées.
 - Me Milord a informé le comité que le MJSP est actuellement en train d'identifier la personne devant être nommée Coordonnateur du Service de l'Inspection Judiciaire. Une fois cette personne en place, le PNUD sera mis en contact pour la planification du reliquat sur les fonds alloués à l'Inspection Judiciaire du MJSP.
 - Cependant, compte tenu de l'arrivée imminente de l'échéance du programme, le PNUD propose qu'un délai jusqu'au 31 juillet soit accordé pour ce suivi. Au-delà de ce délai, les options suivantes seront considérées pour le reliquat sur le budget de ces activités :
 - Impression et distribution des rapports produits pour l'exercice de la dernière tournée d'inspection du MJSP réalisée en 2019;
 - Travaux de réparation de la Direction Départementale de l'OPC à la Grand 'Anse (Jérémie), dont la construction avait été appuyée par ce Programme en 2018. Malheureusement, la firme n'avait pas adressé les défauts identifiés sur le chantier et le PNUD souhaiterait rectifier cette situation pour doter l'OPC d'un bâtiment pleinement fonctionnel ;
 - Achat de matériels et équipements pour les tribunaux (besoin identifié par le CSPJ avec demande acheminée au PNUD).
 - Me Milord a noté la date d'échéance pour le suivi concernant les activités en partenariat avec l'Inspection Judiciaire du MJSP et a donné son accord vis-à-vis des options proposées par le PNUD dans le cas où une décision sur le reliquat n'est pas prise d'ici le 31 juillet 2020.

Signature du compte rendu du Comité de pilotage

Me Raymond Jacques Louis, Directeur Général, MJSP

Handwritten signature of Raymond Jacques Louis in black ink.

Madame Stephanie Ziebell, Représentante Résidente Adjointe, PNUD

Handwritten signature of Stephanie Ziebell in black ink.